

AVANT PROPOS

La "Revue Internationale du Mouvement Communiste" avec ce numéro 3 boucle sa première année. Elle devrait, normalement, passer à une périodicité trimestrielle en 1990. Elle s'est également étoffée en intégrant une nouvelle composante: "l'Aube internationaliste", en France.

Si l'on trace le bilan de ces trois numéros, on peut relever que:

- des textes de groupes étrangers ont été pour la première fois rendus accessibles à des révolutionnaires de langue française.

- inversement des textes en français ont été traduits et diffusés dans d'autres langues. Et ceci indépendamment du renforcement propre des différents participants, mais en vertu d'une coopération volontaire entre eux et d'un effort accru pour échanger des traductions.

- le réseau de diffusion, dans les librairies en France et à l'étranger, a pu être mieux structuré, permettant un meilleur contrôle de la diffusion.

- parallèlement des contacts entre les différents participants se sont noués, aboutissant pour une part à des discussions qui pourront s'orienter en partie vers une collaboration sur certains travaux théoriques de fond.

Cela est à la fois peu et beaucoup. Peu en regard des éternelles sollicitations activistes qui veulent toujours mettre la charrue avant les boeufs. Mais nous, Communisme ou Civilisation, avons toujours présenté cette initiative comme ayant pour tâche de mettre sur pied ce "peu". Beaucoup à la fois, parce que pour la première fois, un embryon d'unité réelle se crée sur un terrain concret pour mettre en commun quelques forces révolutionnaires.

On a beaucoup glosé sur notre façon de caractériser comme "technique" la présente mise en commun de forces. Qu'il s'agisse de correspondances ou d'articles dans la presse, ou encore de discussion, ce vocable nous est reproché comme au mieux confus (il n'y a pas de technique sans politique) au pire opportuniste (il y aurait derrière cela des intentions inavouables). En fait nous avons employé -et continuons à le faire- ce vocable, car nous nous méfions comme de la peste des faiseurs de "politique" qui veulent à tout bout de champs tout regrouper sans principes, braillent à l'unité mais se défilent devant la première proposition concrète.

Nous avons toujours dit et nous répétons (la ruminant catéchique chère à Bordiga): l'unité réelle du mouvement révolutionnaire ne sera possible que:

1/ Sur la base d'une compréhension commune collective du programme communiste qui doit être restauré dans sa totalité.

2/ En liaison avec un mouvement révolutionnaire réel qui naîtra des tréfonds de la société et non dans la tête de quelques "révolutionnaires", et à l'occasion d'une crise catastrophique du mode de production capitaliste (mais pas mécaniquement).

les deux conditions sont intrinsèquement liées de manière dialectique.

En attendant cela, et en l'absence d'une volonté réelle de discussion de fond sur LE PROGRAMME (référence: MARX-ENGELS) en dehors des oeillères et des politiques de secte, il est un domaine dans lequel l'unité est possible à peu de frais, et où elle est, sans doute -ceci les années à venir le confirmerons- efficace, c'est le domaine de l'action concrète en commun là où elle est possible et souhaitable, et notamment dans la mise en commun des moyens matériels de diffusion des positions révolutionnaires. Certains, qui co-signent cette revue, l'on vu dès le début. D'autres nous ont rejoint. Nous pensons qu'il s'agit là d'un mouvement important, dans les limites qu'il se fixe lui-même, et sans préjuger de l'avenir, nous appelons toutes les composantes du milieu révolutionnaire qui le souhaitent à renforcer ces liens, sur la base de l'appel publié en page de garde de la revue.

Communisme ou Civilisation - Juin 1989

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE LA CLASSE PROLETARIENNE DANS L'AIRE EURO NORD-AMERICAINE DES ORIGINES A NOS JOURS

I REVOLUTION COMMUNISTE - TRESSES DE TRAVAIL I

4.2. LE MOUVEMENT OUVRIER EN GRANDE-BRETAGNE (1852-1889)

4.2.1. SUR LA METHODE HISTORIQUE

Le texte sur le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne de 1852 à 1889 que nous présentons ci-après s'insère dans un vaste travail entamé dans le N° 16 de Communisme ou Civilisation en 1984. Dans le dernier numéro de la Revue Internationale du Mouvement Communiste (RIMC), nous avons traité de l'Allemagne sur la période 1864-1889. Au cours des numéros suivants nous traiterons de la France, des Etats-Unis (des origines à 1889), puis de l'Europe du Sud (Italie, Espagne) avant d'aborder l'épisode de la Seconde Internationale (1889-1914).

Cette étude en profondeur du mouvement historique de la classe prolétarienne et de ses expériences successives de constitution d'un organe d'expression politique (le parti prolétarien) vise pour nous un triple but :

- Restaurer l'histoire de la classe prolétarienne dans le but de se réappropriier l'exacte mémoire de ses luttes et la pratique historique de son parti. Donner les conditions pour effectuer un véritable bilan historique à l'aune du mouvement réel.

- Vérifier la validité du contenu de la théorie et de la pratique révolutionnaires en tirant systématiquement les leçons des épisodes clés de l'histoire de la classe.

- Prévoir l'émergence et les conditions d'existence du futur parti politique du prolétariat (parti communiste) à la fois dans la continuité par rapport à toute la pratique historique de l'école communiste, et en rupture définitive avec toutes les pratiques déviantes qui ont pu, en de trop nombreuses occasions, entraîner de catastrophiques déboires pour le prolétariat.

Pour cela, une des premières tâches de ce travail est d'élaborer une méthode historique qui permette de situer l'activité des révolutionnaires d'aujourd'hui et de demain dans une véritable continuité de stratégie et de tactique par rapport à toute l'activité passée de la classe prolétarienne.

Nous sommes par là même amenés à faire une large place à l'action et aux textes des chefs historiques du parti prolétarien, non pas parce que ceux-ci seraient infaillibles ou en vertu d'une vision individualiste, mais parce que leur activité résume en quelque sorte la continuité du mouvement. En tous les cas, jusqu'à la mort d'Engels, la continuité est sans faille dans ce qu'on appelait alors le "parti-Marx". Les erreurs qui ont pu exister par la suite ne sont pas tant des fautes individuelles que le produit de circonstances historiques qu'il nous appartiendra, de manière matérialiste, de débusquer dans la réalité des faits et non dans le cerveau des chefs.

Pour que le futur parti du prolétariat se situe dans une réelle continuité de la tradition communiste, il faut tracer un bilan de la période écoulée. Simplement, nous ne pensons pas que le seul bilan de la période 1917-27 et de l'Internationale Communiste soit suffisant. Après 70 ans de contre-révolution et dans la perspective d'une rupture avec celle-ci qui n'est pas prévisible immédiatement, c'est tout le chemin historique qu'il faut refaire, pour forger une véritable méthode d'action nourrie de plus de deux siècles de lutte prolétarienne.

Encore faut-il ne pas se tromper de sens lorsqu'on emprunte ce chemin historique. Comme on aura pu le remarquer à travers nos textes, nous cherchons toujours à montrer la continuité de stratégie (qui elle-même ne fait que découler de l'unité programmatique) à travers les aléas tactiques de la lutte immédiate. Une autre méthode, qui a trop cours dans le milieu révolutionnaire actuellement, consiste à remonter la chaîne des "erreurs" commises par le mouvement prolétarien, et à bazarder petit à petit tout ce qui en a fait la substance historique.

Qu'il s'agisse des questions de la démocratie, du syndicat etc. des groupes comme le GCI, ou plus récemment ODIO AL CAPITALISMO (scission du CCI en Espagne), n'ont de cesse de remonter le flot de l'histoire pour nous expliquer que l'IC n'était finalement que social-démocrate, que la social-démocratie n'était finalement que démocrate, que l'Ait n'était finalement que bourgeoise etc. etc. De là à dire que la participation électorale ou la tactique syndicale, aujourd'hui condamnées étaient de tous temps condamnable, il n'y a qu'un pas que ces messieurs franchissent allègrement, n'hésitant pas à mettre sur le dos de Marx-Engels l'origine des erreurs dont a pu souffrir le mouvement.

Or il s'agit là d'une méthode historique parfaitement exécrable, plus petite-bourgeoise que communiste. Que jamais le mouvement communiste, quand il avait une influence sur la classe prolétarienne n'ait soutenu de telles positions; qu'aucune réflexion théorique conséquente ne vienne justifier les nombreux changements que l'on veut introduire; que les présupposés soient la plupart du temps en contradiction avec les principes généraux du socialisme scientifique, voilà qui n'est guère pour gêner les "rénovateurs" du mouvement communiste, qui posent leur propre "existence" comme l'année zéro de l'ère révolutionnaire. La prétention des sectes est inversement proportionnelle à leur influence réelle. Se révélant incapables d'aligner 3 mots ayant un sens, et d'intervenir au-delà du bar du café du commerce, ils dépensent leur faible énergie à caricaturer, à déformer et à combattre la théorie prolétarienne. Voilà pour toute leur activité théorique et pratique. Pour notre part qui essayons de rester dans la tradition révolutionnaire du communisme, nous nous contentons de renvoyer nos contradicteurs à la dure et longue étude du

communisme. Ce travail sur le mouvement ouvrier montre comment le communisme ne part pas de principes abstraits mais de faits, qu'il ne cherche pas à plaquer des théories extérieures au mouvement mais cherche à anticiper celui-ci et à y voir ce qui peut conduire à son développement pour pouvoir y intervenir avec la plus extrême décision.

Toute condition de succès d'une action de la classe prolétarienne ne naîtra que de la capacité de celle-ci, à travers son parti, à intégrer tout le patrimoine de son expérience historique. La continuité stratégique de celle-ci, est le seul moyen, dialectiquement, d'intégrer les nécessaires ruptures tactiques qui doivent se faire en fonction du déroulement réel des événements historiques.

4.2.2. RAPPEL HISTORIQUE SUR LE CHARTISME

Au cours d'une précédente partie de cette étude (cf. Communisme ou Civilisation N's 16 et 18) nous avons abordé successivement les trois principaux pays de développement capitaliste en Europe au cours du 19^e siècle : Angleterre, France, Allemagne. Nous avons pu voir à cette occasion que l'Angleterre, principal foyer du développement capitaliste était le premier pays à connaître la phase de soumission réelle du travail au capital. Dans ce pays s'était développé un fort mouvement prolétarien autonome, susceptible pour la première fois de rompre avec la bourgeoisie radicale pour poser, sur le plan de sa propre logique interne, la question de son accession au pouvoir.

Les circonstances historiques particulières à l'Angleterre faisaient qu'une large part de cette activité de la classe prolétarienne et son organisation en parti ouvrier s'effectuait autour de la question du droit de vote, exprimée dans la "Charte du peuple". L'écrasante domination numérique du prolétariat urbain dans l'organisation sociale de l'Angleterre faisait du droit de vote une brûlante revendication révolutionnaire. Son seul octroi aurait permis au prolétariat de s'emparer pacifiquement du pouvoir, même si, pour cela, il était également important qu'il montre sa force par des démonstrations de masse, et s'arme pour parer à toute éventualité. Dans l'évaluation communiste de la question démocratique, le suffrage universel n'est jamais autre chose qu'un moyen, qui dans certaines circonstances historiques, peut et doit être mis au service des revendications révolutionnaires.

En l'occurrence la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie anglaise sut passer un compromis avec les propriétaires fonciers et ce qui restait des classes féodales pour briser le mouvement chartiste en 1848, empêchant ce dernier de faire sa jonction avec les mouvements révolutionnaires à l'oeuvre sur le continent. En même temps, l'alliance du parti chartiste avec la bourgeoisie radicale l'empêchait de saisir l'opportunité historique de la prise du pouvoir.

Cet épisode signifiait la défaite du parti ouvrier en Angleterre et le triomphe de la classe capitaliste. Or le parti chartiste devait, selon Marx et Engels jouer un rôle fondamental dans la perspective d'une révolution internationale, dans la mesure où celle-ci aurait signifié immédiatement la Sainte-Alliance des bourgeoisies du continent menée par un conglomérat réactionnaire unissant l'Angleterre capitaliste et la Russie arriérée. Dans une pareille éventualité le rôle leader du mouvement ouvrier international aurait été dévolu au parti chartiste. Par conséquent sa défaite et son effondrement

prématuré - le chartisme ne réussit pas à se recomposer par la suite - renforcèrent encore plus la bourgeoisie anglaise, fer de lance de la contre-révolution mondiale, rendant ainsi extrêmement difficiles les tâches de la révolution prolétarienne mondiale.

Cet épisode ouvrit pour le prolétariat anglais une période de contre-révolution, comme d'ailleurs pour le prolétariat du continent. Comme le souligne Engels : "l'activité politique de la classe ouvrière se trouva reléguée à l'arrière-plan, et la classe capitaliste triompha sur toute la ligne."
(Engels. Préface à l'édition allemande de la "Situation de la classe laborieuse en Angleterre")

Toute la période qui suit la défaite du parti chartiste est marquée par le développement effréné du MPC en Angleterre, qui approfondit et généralise la phase de soumission réelle du travail au capital, et participe à la création d'un véritable marché mondial capitaliste.

"Les effets de cette domination des capitalistes industriels, furent pour l'Angleterre, au début, stupéfiants. Les affaires prirent un nouvel essor et une extension inouïe, même dans ce berceau de l'industrie moderne. Les résultats considérables obtenus grâce à la vapeur et aux machines furent réduits à néant en comparaison du puissant essor que connut la production de 1850 à 1870, des chiffres confondants qu'atteignirent l'exportation et l'importation, l'amoncellement de richesses entre les mains des capitalistes et la concentration de force de travail humain réalisée dans les villes géantes. Certes, le progrès fut interrompu comme précédemment par le retour d'une crise tous les dix ans; en 1857, tout comme en 1866; mais on considérait ces à-coups comme des événements naturels inéluctables par lesquels il faut bien passer et qui finissent par se régler."
(Engels. Die Neue Zeit. Juin 1885)

Entre l'épisode chartiste et la période qui nous occupe ici (de 1850 à 1880), la production de fonte fut multipliée par trois, comme celle de charbon, tandis que la production d'acier véritable baromètre du développement capitaliste à l'époque, était multipliée par 30. Cet énorme développement impliquait parallèlement celui du prolétariat dans le secteur des industries d'extraction, des transports et des industries mécaniques. Dans cette dernière branche, le nombre d'ouvriers doubla entre 1851 et 1881 entraînant un gonflement de la masse des ouvriers qualifiés.

Selon les statistiques bourgeoises de l'époque, 77% de la population appartenait à la "classe des travailleurs manuels". 40% de ces prolétaires vivaient dans un état chronique de pauvreté, tandis que 15% d'entre eux touchaient des salaires plus importants (l'aristocratie ouvrière). C'est donc bien aussi en cela que la Grande-Bretagne est le pays modèle du capitalisme de l'époque : par l'existence d'une forte classe de prolétaires d'usine modernes, dont l'immense majorité vit dans les villes. En 1851, la bascule se fait en Angleterre entre les villes et la campagne, les premières dépassant les secondes par le nombre d'habitants. La population agricole ne cessera de décroître dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Si, globalement, ce mouvement signifiait un accroissement de la paupérisation et de la prolétarianisation, notamment des travailleurs de la terre arrachés à la glèbe pour être jetés vivants dans l'enfer

capitaliste des usines, il produisait en même temps une relative amélioration des conditions de vie pour certaines couches du prolétariat.

Durant toute la phase qui suit la défaite du parti chartiste jusqu'à l'émergence des groupements socialistes (milieu des années 1880), le prolétariat anglais se révéla incapable d'avoir une expression politique autonome. Par contre, son activité de classe se développa parallèlement sous la forme de l'activité syndicale.

Nous aborderons successivement dans les pages suivantes, les thèmes du suffrage universel, du syndicat et du parti ouvrier.

4.2.3. PROLETARIAT ET SUFFRAGE UNIVERSEL

Tout en étant le pays le plus avancé sur le terrain de la domination du capital, l'Angleterre n'avait pas encore développé, sur le plan politique, la forme moderne la plus adéquate à la domination du MPC : celle de la république démocratique, qui constitue le terrain le plus propice à la lutte entre prolétariat et bourgeoisie. Comme nous l'avons vu dans le numéro 16 (thèse 2.1.4) et dans le numéro 20 (thèse 2.2.4) de Communisme ou Civilisation, la bourgeoisie industrielle, devant affermir son propre pouvoir et soucieuse de réduire l'influence politique de l'aristocratie foncière, s'était trouvée placée devant un dilemme. Afin de limiter le pouvoir de l'aristocratie foncière, elle brandit la revendication de la réforme parlementaire, ce qui constituait à la limite une revendication républicaine - l'institution du suffrage universel - mais pour cela elle avait en même temps besoin de mobiliser le prolétariat. Or ce dernier, déjà majoritaire dans la population du pays, aurait pu la menacer dans la mesure où, à la faveur de la démocratie politique, il aurait pu se saisir du pouvoir à des fins révolutionnaires. Le suffrage universel possédait donc encore dans l'Angleterre de cette époque, un caractère révolutionnaire.

Cependant, le mouvement même du capital industriel exige la modernisation de l'appareil d'Etat. Il s'agissait donc de procéder à des réformes qui n'entraînent pas de glissements sur le terrain révolutionnaire. Ceci fut rendu possible grâce à la défaite durable du chartisme et à l'absence de toute expression politique du prolétariat anglais. Comme pour la France et l'Allemagne, il revient aux classes dominantes anglaises de jouer le rôle d'exécuteur testamentaire de la révolution de 1848, autrement dit, pour ce qui concerne l'Angleterre, du mouvement chartiste. Au cours des décennies qui allaient suivre (en fait jusque dans les années 1920), la bourgeoisie allait s'occuper d'octroyer en douceur la démocratie politique, en prenant bien soin de rythmer en les diluant l'octroi des libertés démocratiques, afin que celles-ci ne puissent pas être utilisées dans un sens révolutionnaire. L'exemple anglais illustre une thèse que nous avons défendue à propos du réformisme : le capital ne reconnaît l'existence politique du prolétariat que pour autant que celui-ci soit dénué d'esprit révolutionnaire et accepte de se faire représenter par des intérêts bourgeois. Dans la mesure où, comme le dit Engels, le prolétariat anglais formait la "queue du parti libéral", la bourgeoisie consentait à lui donner les moyens d'une existence politique. Dans les années 1840, les bourgeois conservateurs s'opposaient farouchement à l'octroi du droit de vote dans la mesure où ils identifiaient très lucidement la démocratie au socialisme. Dès lors que le prolétariat n'était plus, momentanément, susceptible de socialisme, on ne perdait rien à lui

accorder progressivement la démocratie, sachant que celle-ci ne serait pas utilisée dans un sens révolutionnaire, mais selon sa nature d'instrument de mystification et de conservation sociale.

Durant cette phase, la bourgeoisie industrielle se trouve momentanément dans un certain sens libre de la pression politique du prolétariat et peut négocier des concessions politiques avec lui aussi bien qu'avec d'autres fractions des classes dominantes. Tout ceci dans le but d'ajourner ou d'éliminer carrément la perspective révolutionnaire. En somme, la concession de la démocratie politique n'est possible qu'à partir du moment où il est certain que le prolétariat n'en fera pas un usage révolutionnaire, où son intégration politique au capital est réalisée. Ainsi durant toute cette époque, le suffrage universel ira en s'élargissant (1867, 1885), réalisant ainsi une partie du programme chartiste au profit de la contre-révolution.

En fait la bourgeoisie est contrainte aux concessions vis-à-vis du prolétariat, car comme le notait Engels : "la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation, sans l'appui de la classe ouvrière." (Die Neue Zeit 1885)

Cet enjeu, vital pour la classe dominante, implique un double mouvement vis-à-vis du prolétariat :

1°/ désarmer celui-ci sur le plan théorique, comme sur le plan politique/pratique, en organisant sa défaite, s'il le faut par la force.

2°/ lui offrir parallèlement une reconnaissance officielle sous une forme "acceptable" : partis réformistes, syndicats comme organe de négociations et non de lutte de classe etc.

Ce mouvement, qui se déroule historiquement en Europe, en gros sur la période qui va de la Commune de Paris comme dernier épisode d'explosion révolutionnaire "spontanée" du prolétariat, à la guerre de 1914-18 comme première expérience de l'organisation de destructions à large échelle pour enrayer et la crise et la montée révolutionnaire, ce mouvement donc, à la fois exige et rend possible le réformisme comme principale arme destinée à émuquer les vellétés révolutionnaires du prolétariat.

En même temps le réformisme, comme moyen d'intégration du prolétariat, suppose la possibilité de fournir de manière durable des avantages économiques à la classe dans son ensemble et à une forte minorité en particulier (l'aristocratie ouvrière). D'où l'importance que joue la crise économique, en tant que facteur de déstabilisation du MPC, entraînant la rupture de la mystification démocratique, dans la perspective révolutionnaire. Même si, bien évidemment, crise et reprise révolutionnaire ne sont pas mécaniquement liées, l'attente passionnée de la crise du capital joue un rôle essentiel dans la stratégie révolutionnaire, ne serait-ce que parce que chaque nouvelle crise est une victoire de la théorie révolutionnaire sur ses variantes révisionnistes ou modernistes.

Au début des années 1860, l'agitation pour l'extension du droit de vote reprend. En 1864 est fondée la "Reform Union", une organisation formée par des bourgeois libéraux, synthétisant les aspirations de la bourgeoisie industrielle à la manière de l' "Anti Corn Law League", et dont l'objectif était la consolidation du pouvoir politique de la bourgeoisie industrielle.

Du côté syndical, il y a adhésion du "Conseil des Trade Unions

Londoniens " (London Trade Council), organe fondé en 1860 et expression d'une tendance à centraliser la direction des organisations syndicales. Les membres du London Trade Council estimaient, depuis le départ (1860), qu'il était important que les syndicats aient une influence politique dans la question de l'extension du droit de vote aux ouvriers, mais avec une vision pragmatique : si les membres du syndicat avaient le droit de vote et pouvaient être candidats au Parlement, les syndicats pourraient obtenir, à travers leur représentation parlementaire une reconnaissance légale et des avantages en tant que sociétés administrant leurs propres ressources. Dans cette ligne, le London Trade Council, mobilisant les ouvriers syndiqués, participe activement aux mouvements pour l'extension du droit de vote. Plus encore, exprimant ainsi son caractère ouvrier, il appuie de manière décisive la réception de Garibaldi à Londres (1864), la cause des Nordistes dans la guerre de sécession américaine à l'encontre de la politique officielle du gouvernement britannique etc. Ses membres figurèrent parmi les premiers fondateurs de l'AIT (les "rois des ouvriers de Londres" dont parle Marx).

La lutte pour le pouvoir politique qui opposait libéraux et conservateurs les mettait tous les deux face à une question également dangereuse : l'appui du prolétariat. Gladstone (libéral) et Disraeli (conservateur), tout en affrontant une opposition de la part de la majorité des membres de leur parti, défendaient l'idée du vote de la classe ouvrière, certes avec quelques limitations, car ils comprenaient qu'il était nécessaire de l'intégrer politiquement pour pouvoir gouverner.

La radicalisation de l'agitation pour la réforme électorale advient en 1865 avec la fondation de la "Reform League" (ligue pour la réforme), qui réunissait des bourgeois radicaux et des ouvriers. Dans son comité exécutif (6 bourgeois et 6 ouvriers) la fraction ouvrière était composée de membres du Conseil Général de l'AIT et des syndicats (quelques uns étaient chefs des syndicats membres du London Trade Council, comme Odger, Howell etc.). La classe ouvrière ne pouvant pas se présenter sous une forme indépendante, en vertu de la loi électorale censitaire, agissait comme aile gauche du parti bourgeois radical. Le parti historique, agissant au sein de l'AIT, adopte une tactique visant à influencer la Ligue de manière décisive, dans la mesure où cette dernière créait les conditions pour l'émergence d'un parti ouvrier en Angleterre. En plus de tout cela, il y avait un élément important dans ce processus : la possibilité de centralisation des mouvements du prolétariat anglais à partir du centre politique du capital : Londres. Il est important de noter ici que même si, formellement, on se trouve dans une situation apparemment identique à celle de l'époque chartiste (cohabitation de bourgeois radicaux et de prolétaires dans un même parti), en fait le rapport de forces est modifié en profondeur. Cette fois ce ne sont plus les bourgeois qui dirigent le mouvement, mais les prolétaires.

"Le grand succès de l'International Association consiste en ceci : la Reform League est notre oeuvre. Dans le comité restreint des 12 (6 bourgeois et 6 ouvriers), les ouvriers sont tous les membres de notre conseil (dont Eccarius). Toutes les tentatives de la classe moyenne (la bourgeoisie industrielle NDR) de fourvoyer la classe ouvrière, nous les avons déjouées. Le mouvement de la province dépend cette fois de celui de Londres. Ernest Jones, par exemple, avait abandonné tout espoir, avant que nous-mêmes ne reprenions les choses en main. Si nous réussissons à réelectrifier le mouvement politique de la classe ouvrière anglaise notre

association aura, sans en faire tout un plat, fait déjà plus pour la classe ouvrière européenne qu'il était possible par d'autres moyens. Et il y a toutes chances pour que nous réussissions." (Marx à Engels 01/05/1865)

Mais les conditions de "re-électrification" du mouvement politique de la classe ouvrière anglaise passaient par l'adhésion des Trade Unions aux buts généraux du prolétariat, ce qui impliquait qu'ils abandonnent progressivement leur politique particulariste. Apparemment se répétait un scénario politique déjà vécu par le prolétariat anglais avec le chartisme : la base minimale d'accord entre le prolétariat et la bourgeoisie radicale était le suffrage universel. Mais seulement apparemment, puisque depuis 1842 les intérêts des deux classes en ce qui concerne le suffrage universel étaient antagoniques et désormais le parti historique agissait au sein du parti ouvrier, l'AIT. D'où l'espoir de succès de la part du parti historique.

"Aussi (les bourgeois libéraux) ont-ils adopté une plateforme plus large (à Manchester NDR) où figure néanmoins, au lieu de "manhood suffrage" (le suffrage seulement pour les hommes adultes NDR), la "registration for paying indigents" (inscription sur les listes électorale sur la base du paiement de la taxe sur les indigents NDR). (...) Mais, divers indices leur ayant finalement fait comprendre que le "manhood suffrage" est l'exigence minimale pour entraîner la moindre coopération de la part des classes ouvrières, ils se sont déclarés prêts à l'accepter.

"(...) Devons-nous, au cas où nos bonshommes (les bourgeois libéraux NDR) s'engagent formellement à faire du "manhood suffrage" leur mot d'ordre et appellent à la réunion publique sur ce mot d'ordre, leur accorder notre soutien ? Pour eux, en effet, ce soutien est tout aussi décisif que dans l'histoire américaine. Sans les trade-unions, pas de meeting de masse possible, et sans nous, impossible de mobiliser les trade-unions. C'est bien pourquoi d'ailleurs ces messieurs s'adressent à nous."

(Marx à Engels 01/02/1865)

La question clé du moment était pour le parti communiste historique, de réussir à influencer aussi bien l'évolution des syndicats vers le terrain politique du prolétariat, que l'évolution de la Reform League vers la formalisation du parti ouvrier anglais, en y faisant prévaloir les intérêts du prolétariat contre ceux de la bourgeoisie radicale. C'est seulement ainsi que serait rendue possible la mobilisation de grandes masses prolétariennes organisées par les syndicats sous le contrôle du parti de classe, et que l'on pourrait dépasser la simple agitation électorale. Et la condition la plus favorable pour que cette situation évolue plus encore en direction du communisme, était la conjugaison de ce cadre, potentiellement révolutionnaire, avec une forte crise du capital, que l'on prévoyait pour 1867-1868 (la dernière étant arrivée en 1857 et le cycle des crises était alors de 10 ans, depuis 1847).

Or la situation n'allait pas évoluer de façon aussi favorable. En 1866, Lord Russell (libéral) avance un projet de réforme électorale strictement censitaire en voulant avantager les libéraux, mais le projet ne parvient pas à calmer l'agitation pour la réforme électorale. En contrepartie, Disraeli (conservateur), dans sa lutte pour le pouvoir, propose lui aussi un projet de réforme pour tenter de sortir son parti de son statut de minorité. Ce projet finit par

être la base du "Reform Act" de 1867, qui permet d'augmenter l'électorat populaire : l'implantation du "suffrage domestique" (household suffrage). Entre autres mesures, cette réforme impliquait le vote secret et la concession du droit de vote aux chefs de famille citadins qui disposaient d'un logement ("house") depuis au moins un an et en règle vis-à-vis du fisc. Dans la pratique cela signifiait la recherche, de la part de la classe dominante, de l'appui nécessaire de la classe ouvrière pour gouverner, mais de la classe ouvrière stable, qui jouissait des miettes concédées par le capital.

"Cependant, ils (les Trade Unions NDR), obtinrent quelque chose de plus : la classe dominante, qui connaît mieux leur force qu'elles-mêmes, leur a fait volontairement des concessions plus larges. En étendant le suffrage universel à tous les niveaux de l'administration, Disraeli a donné le droit de vote à la plus grande partie de la classe ouvrière organisée. Mais l'aurait-il proposé s'il avait pensé que ces nouveaux électeurs manifesteraient une volonté politique et cessaient d'être à la remorque des politiciens libéraux de la bourgeoisie ? Aurait-il pu faire passer cette loi, si la classe ouvrière, en organisant ces gigantesques organisations syndicales, n'avait pas démontré qu'elle était apte aux tâches administratives et politiques ?"
(Engels. Les syndicats. The labour standard. 04/06/1881)

Du côté des syndicats, les chefs des Trade Unions se considèrent comme satisfaits avec le Reform Act, voyant ainsi la possibilité de devenir candidats aux élections parlementaires. De plus, ils ne formalisent pas leur adhésion à l'AIT, en se concentrant sur la question de la légalité syndicale c'est-à-dire un terrain où la bourgeoisie acceptait déjà de négocier, ce qui impliquait la perte d'influence de l'AIT sur l'évolution politique des syndicats. Ce cadre, ainsi que l'acceptation du Reform Act de la part de la bourgeoisie industrielle, aboutit à freiner le développement politique de la Reform League. Le seul espoir de radicalisation de la Ligue était la crise du capital, qui mobiliserait le prolétariat. Mais celle-ci ne prit pas la forme d'une crise aiguë, elle resta au niveau de la sphère financière, empêchant l'inflexion attendue du cours des événements. Dans ces conditions, la Reform League connut une involution (elle finit par se dissoudre) et avec elle toute l'action politique favorable au prolétariat.

A travers cet épisode, situé dans la droite ligne du mouvement chartiste, on voit de quelle façon le communisme révolutionnaire considérait la lutte pour le droit de vote. Celle-ci était vue comme un moment de la dynamique révolutionnaire du prolétariat. A travers la lutte pour le suffrage universel se dessine un cycle révolutionnaire de la question du droit de vote, que l'on pourrait brièvement résumer ainsi (nous reviendrons plus en détail sur cette question dans une conclusion à ce travail):

La démocratie bourgeoise, qui s'émancipe face au féodalisme à travers la révolution et la terreur, voit se dresser immédiatement en face d'elle, comme puissance antagonique, le prolétariat. Celui-ci est d'autant plus dangereux qu'il a pratiquement toujours constitué le fer de lance et une partie de la masse de manoeuvre de la bourgeoisie sur le terrain pratique, envahissant la rue, dirigeant par la force de ses émeutes et de ses mouvements insurrectionnels, le sort de la révolution bourgeoise proprement dite. C'est pourquoi, une fois parvenue au pouvoir, la bourgeoisie n'a de cesse que de trahir les "idéaux" pour lesquels elle a mobilisé le prolétariat. Sur le plan

constitutionnel, cela revient à priver celui-ci des plus élémentaires "libertés" bourgeoises, à commencer par le droit de vote.

En cherchant ainsi à se garantir contre l'irruption "officielle", sur la scène politique, de la nouvelle classe révolutionnaire, la bourgeoisie investit du même coup le mot d'ordre de suffrage universel d'un nouveau sens révolutionnaire. Durant toute une phase du cycle révolutionnaire prolétarien, ce mot d'ordre va devenir le point central à partir duquel s'organise toute l'activité de la classe ouvrière : mouvement chartiste, révolution de 1848 en France et en Allemagne etc. Il existe une période dans l'histoire du mouvement ouvrier européen, où le mot d'ordre de "suffrage universel" correspond, pour le prolétariat, à la revendication du pouvoir : classe majoritaire dans la société, classe urbanisée, le prolétariat anglais par exemple, ne dissocie pas sa revendication du suffrage universel de la revendication du pouvoir politique et du socialisme : il est évident, dans l'esprit de tous, que cet outil ne servira qu'à une chose : faire aboutir les revendications révolutionnaires du prolétariat.

C'est bien d'ailleurs pour cette raison que la bourgeoisie s'emploie de toutes ses forces à refuser à son nouvel ennemi toute expression sur ce terrain, tant qu'elle est incapable de susciter des forces modératrices qui pourraient imposer un usage raisonnable, autrement dit réformiste, du droit de vote. De ce point de vue, le cas anglais est exemplaire : ce n'est que petit à petit, en élargissant progressivement l'usage du droit de vote à des catégories que l'on est capable par ailleurs d'intégrer de plus en plus à la société capitaliste, que l'on octroiera le suffrage "universel".

Ainsi, le cycle révolutionnaire du suffrage universel s'épuise de lui-même. Dès lors que le prolétariat a été incapable de le saisir d'un bloc, et de l'utiliser immédiatement pour imposer son propre programme historique, on ne le lui octroie que parce qu'on est sûr qu'il n'en fera pas d'autre usage que réformiste.

Une fois clos cette première phase du cycle révolutionnaire du suffrage universel, celui-ci n'est pas pour autant encore abandonné. Nous avons vu, au cours du numéro précédent (cf. RIMC N°2), à propos de l'Allemagne, que le vote était utilisé comme moyen d'agitation, d'organisation, dans une optique de préparation révolutionnaire. Il viendra un moment, que nous étudierons plus à fond dans une partie ultérieure de ce travail, où même cet aspect deviendra impossible, étant définitivement englobé dans la stratégie réformiste du capital. Il est cependant important, pour les générations révolutionnaires d'aujourd'hui, de bien restituer la logique de la lutte des générations passées. C'est le contraire de la méthode des petits-bourgeois pour qui, l'agitation électorale étant aujourd'hui, en tant que tactique, plus néfaste qu'utile au développement de la lutte des classes, il a dû toujours en être ainsi et il faut en conséquence balancer par-dessus bord toute l'expérience révolutionnaire passée de nos aînés. Ces positions ne sont d'ailleurs pas nouvelles, elles étaient déjà défendues à l'époque par les anarchistes ou des courants comme celui de Gottschalk dans la Ligue des Communistes.

4.2.4. CLASSE OUVRIERE ANGLAISE ET TRADE-UNIONISME.

4.2.4.1. Sur le plan de l'expression politique, l'absence du prolétariat anglais après l'échec du mouvement chartiste était

durable. Il fallut attendre les années 1880 pour que renaisse une forme du parti ouvrier. Par contre cette époque fut celle du développement des syndicats (Trade Unions) comme forme d'organisation immédiate du prolétariat. C'est essentiellement à partir des syndicats que le prolétariat anglais mena son activité de classe vis-à-vis des autres composantes de la classe ouvrière européenne, notamment au cours de l'épisode qui aboutit à la constitution de l'AIT en 1864 (cf. Communisme ou Civilisation N°23).

Au cours de cette période de développement considérable du MPC en Angleterre, l'évolution générale des conditions de vie du prolétariat tend, dans les périodes de prospérité, à une amélioration globale qui intéresse de larges franges du prolétariat.

Cette amélioration, pour réelle qu'elle soit, n'en rencontrait pas moins des limites notables pour la grande masse qui n'était pas organisée dans les syndicats.

"On ne trouve une amélioration durable que pour deux catégories protégées de la classe ouvrière. La première est celle des ouvriers de fabriques. La fixation légale en leur faveur d'une journée de travail normale - sinon relativement rationnelle - leur a permis de rétablir dans une certaine mesure leur santé physique, et leur a conféré une supériorité morale, encore renforcée par leur concentration dans les villes. Leur condition est indubitablement meilleure qu'en 1848.

(...) "La seconde de ces catégories est celle des ouvriers organisés dans les grands syndicats. Il s'agit d'organisations des branches de production ou le travail d'hommes adultes est seul utilisable ou du moins prédominant. Ni la concurrence du travail des femmes et des enfants, ni celle des machines n'ont été jusqu'ici en mesure de briser leur force organisée. Les mécaniciens, les charpentiers et menuisiers, les ouvriers du bâtiment constituent, chacun pour soi, une puissance telle qu'ils ont pu s'opposer victorieusement à l'introduction de machines, comme le démontrent les ouvriers du bâtiment. Leur condition s'est, à n'en point douter, remarquablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que, depuis plus de quinze ans, non seulement leurs patrons sont satisfaits d'eux, mais eux-mêmes sont très contents de leurs patrons. Ils forment une aristocratie au sein de la classe ouvrière. Ayant réussi à conquérir une condition relativement confortable, ils acceptent cette situation comme définitive.

(...)

Mais pour ce qui est de la grande masse des ouvriers, leur degré de misère et d'insécurité est aussi bas, sinon plus bas aujourd'hui que jamais (...). La loi selon laquelle la valeur de la force de travail correspond aux prix des moyens de subsistance nécessaires, et celle complémentaire, selon laquelle le prix moyen de la force de travail tombe, en règle générale, au minimum de ces moyens de subsistance, ces deux lois agissent sur les masses ouvrières avec la force irrésistible d'une machine automatique qui les écrase entre ses rouages."

(Engels. Die Neue Zeit. Juin 1885)

Selon les statistiques de l'époque, l'augmentation des salaires réels en Angleterre se situe essentiellement entre 1862 et 1875 (40%) puis stagnation de la fin des années 1870 au milieu des années 1880.

Après quoi, au cours d'une période marquée par une forte lutte de classes et par l'organisation du prolétariat dans de nouvelles structures syndicales, les salaires repartirent à la hausse. D'après E. Hobsbawm (Histoire économique de la Grande-Bretagne), en 1900, date à laquelle les salaires cessèrent d'augmenter, ils représentaient une augmentation de 30% par rapport à 1875 et de 84% par rapport à celui de 1850. Basée sur le développement de la phase de soumission réelle du travail au capital, et la situation dominante de la Grande-Bretagne sur le marché mondial, il ne fait pas de doute que cette amélioration globale du sort du prolétariat et son attachement au capital par des chaînes dorées favorisèrent le réformisme et entravèrent son mouvement autonome d'organisation en parti ouvrier.

4.2.4.2. Nous ne développerons pas ici le nécessaire travail d'envergure sur la question syndicale, mais avancerons quelques éléments concernant les Trade Unions en Angleterre.

A l'époque de la promulgation de la loi qui permit la formation des syndicats (1824), leur base sociale était le "corps de métier" des ouvriers spécialisés, qui tentaient à travers des "unions" de se protéger de la concurrence des autres ouvriers et de l'introduction des machines. A cette époque, où les rapports de production capitalistes plongeaient à peine dans la phase de soumission réelle du travail au capital, la proportion des ouvriers qualifiés était encore importante : maçons, charpentiers, encadreur, typographes, mécaniciens etc. L'approfondissement de la phase réelle, la production croissante d'ouvriers non-qualifiés avec le développement du machinisme et de la grande industrie, c'est-à-dire la production de l'ouvrier collectif, impose la nécessité de transformer l'organisation des syndicats, de telle sorte qu'ils puissent intégrer les ouvriers non qualifiés, en étendant l'organisation syndicale au-delà des limites restreintes des corporations de métier. (1) Quelle fut alors la réaction des syndicats traditionnels ? Ils maintinrent la tradition corporatiste des syndicats basés sur le métier, limitant de cette façon le nombre d'ouvriers organisés - y compris les ouvriers d'une même profession - et renforçant la division du prolétariat, laissant la grande masse prolétaire qui se trouvait hors du syndicat à la merci de la concurrence. Cette pratique corporatiste, qui aboutissait en fait à perpétuer le salariat plutôt qu'à lutter pour l'abolition de celui-ci entraînait les plus vives critiques de la part des communistes. Ainsi Marx-Engels menèrent-ils une lutte farouche contre le conservatisme de métier des syndicats traditionnels.

"Ceux-ci ont tranquillement conservé les caractéristiques corporatives de leurs débuts, et celles-ci deviennent de jour en jour plus insupportables. Vous croyez peut-être que n'importe quel ouvrier de la profession peut adhérer sans façon aux syndicats de mécaniciens, de charpentiers, de maçon etc ? Absolument pas. Pour pouvoir adhérer, il faut avoir été attaché pendant un certain nombre d'années (le plus souvent sept) à quelqu'un qui appartient au syndicat.

Cette mesure, qui devait limiter le nombre des ouvriers, s'est cependant avérée tout à fait inefficace, sans parler du fait que le maître de l'"apprenti" touchait un argent pour lequel il ne travaillait pas. Cela pouvait se concevoir à la rigueur jusqu'en 1848. Mais il y a eu depuis un essor inouï de l'industrie, qui a produit une classe d'ouvriers aussi nombreuse, sinon plus, que celle des ouvriers "qualifiés" des syndicats. Or, ces ouvriers nouveaux sont aussi actifs, sinon plus que les ouvriers "qualifiés", mais ne peuvent faire

partie des syndicats.

Les ouvriers "qualifiés" se développent littéralement en vase clos, grâce aux règlements corporatifs des syndicats. Tu t'imagines sans doute que ces syndicats pensent qu'il faut abolir toutes ses stupidités ? Pas le moins du monde. Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais lu la moindre proposition en ce sens à un quelconque congrès syndical. Ces têtes folles, au lieu de suivre le développement de la société, veulent que la société s'adapte à eux. Ils s'accrochent à leurs superstitions traditionnelles, qui ne font que leur nuire eux-mêmes, au lieu de se débarrasser de tout ce fatras, en doublant du même coup leur nombre et leur puissance, afin de redevenir effectivement ce qu'ils sont de moins en moins chaque jour, à savoir : des associations regroupant contre les capitalistes tous les ouvriers du métier."
(Engels à Bebel 28.10.1885)

4.2.4.3. Ainsi, les Trade Unions traditionnels entravaient le processus d'unification de la classe ouvrière, dès lors qu'ils n'élargissaient pas leur base sociale au-delà des corporations de métier. Malgré cela, ces organisations luttèrent pour l'établissement de lois qui limitent la journée de travail. Celle-ci ne devait pas excéder la durée maximale au-delà de laquelle la force de travail s'épuise prématurément. Cette lutte contre les empiètements sans limites du capital, pour la propre survie du prolétariat en tant que classe, rendait les Trade Unions solidaires des luttes immédiates identiques menées par des organisations ouvrières de type syndical qui, avec le développement du MPC, commençaient à surgir sur le continent.

C'est ainsi que, au long des années 1862-1864 lorsque se multiplient les contacts entre trade-unionistes anglais et représentants ouvriers français, naît l'idée de former une organisation internationale qui puisse faire front aux attaques du capital contre la force de travail ouvrière. Ces événements arrivent dans un contexte de convulsions révolutionnaires de la part des nouvelles nations européennes qui n'avaient pas encore complètement terminé leur cycle bourgeois et font que le mouvement économique se lie au mouvement politique (appui des Trade Unions à la révolution polonaise, accueil de Garibaldi à son arrivée en exil à Londres, (1864) etc., culminant avec la fondation de l'AIT (cf CouC N°23 pp.22-46). Ce qu'il faut retenir ici c'est que la phase de reprise du mouvement prolétarien posait la possibilité de l'action sur le terrain politique de larges masses du prolétariat moderne - le prolétariat anglais - organisées et unifiées par les syndicats, sous la direction du parti de classe. C'est dans ce sens (et en l'absence d'un authentique parti ouvrier en Angleterre) que le parti historique favorisait l'adhésion des syndicats à l'AIT, compte tenu de l'importance du prolétariat anglais dans la révolution prolétarienne mondiale. Ceci dit, malgré cette acceptation tactique, le parti historique n'épargna pas ses critiques vis-à-vis des limites des syndicats anglais, en particulier leur esprit corporatiste.

4.2.4.4. Mais, pour que les syndicats anglais puissent dépasser leurs limites corporatistes et devenir effectivement un "pôle d'organisation de la classe ouvrière dans le grand objectif de son émancipation radicale" (Marx), il était nécessaire que l'action politique conduite par les Trade Unions s'oriente dans le sens des intérêts généraux du prolétariat.

En 1868 une tendance à la centralisation se fait jour au sein du mouvement syndical à travers l'instauration d'un congrès national des syndicats, dont l'objectif était de faire pression sur le Parlement pour l'approbation de lois favorables aux syndicats. Au cours du troisième congrès du TUC (Trade Union Congress), convoqué en 1871 après l'envoi au Parlement d'un projet de loi élaboré par le gouvernement libéral, un comité parlementaire est désigné pour forcer le parlement à introduire des modifications au projet de loi. Ce projet ne remplissait pas totalement les exigences des syndicats, car bien qu'il reconnaisse leur existence légale et permette qu'ils administrent leurs propres fonds en tant que sociétés amicales (sans distinction entre fonds d'aide et fonds de grève), il n'abolissait pas les persécutions criminelles contre les syndicalistes grévistes, prévues par la loi de 1825. En 1871 le "Trade Union Act" est voté, ainsi qu'un amendement qui signifiait une concession faite aux syndicats et ouvrait une voie pour que la commission parlementaire négocie avec les libéraux au Parlement. Ces épisodes, la réalisation progressive par les classes dominantes des points revendiqués dans la "Charte du Peuple" lié au fait qu'aucune crise aigüe n'ait foudroyé la production capitaliste, finissaient par renforcer l'attachement politique de la fraction organisée et active du prolétariat anglais (les ouvriers syndiqués) et, par conséquent, du mouvement ouvrier anglais, au parti libéral, bloquant le surgissement du parti ouvrier en Grande-Bretagne.

A cette époque, par conséquent, la question clé pour les classes dominantes en Grande-Bretagne, était l'intégration politique des Trade-Unions, qui réussissaient à souder une masse considérable d'ouvriers représentant une énorme énergie concentrée dirigée contre la classe capitaliste.

"Il est certain que le suffrage universel, en Angleterre, déplacerait d'autant plus sûrement et plus vivement le pouvoir qu'il introduirait dans l'arène politique une classe qui, indépendamment de la force résultante du nombre y apporterait celle d'une organisation toute faite. Les Trade Union ont donné à la classe ouvrière de telles habitudes de discipline qu'elle pourrait, en des circonstances données, se mouvoir comme un seul homme; et l'on conçoit du reste que les partisans du régime actuel pâlissent à l'idée d'une élection conduite comme une grève."

(Engels. Lettres sur l'Angleterre. 1866)

Au cours des élections de 1874 sont élus deux dirigeants syndicaux, financés par la bourgeoisie libérale contre les conservateurs. Cet épisode inaugure l'alliance "Lib-Lab" ("Liberal-Labour", libéraux/travailleurs) qui scellera pour longtemps le sort du prolétariat anglais comme "queue" du parti libéral. Avec ces élections, le prolétariat anglais perd la chance de constituer un parti ouvrier indépendant - les conditions minimales pour cela avaient été posées par le Reform Act de 1867. Pour s'opposer à l'entrée de représentants ouvriers qui défendent les intérêts exclusifs du prolétariat au parlement, la bourgeoisie radicale (industrielle) - la base sociale du parti libéral - fait de la délégation de pouvoir un marchandage comme n'importe quel autre.

L'enjeu économique et politique de cette phase durant laquelle les crises possèdent une faible amplitude, est pour le capital de contrôler la classe ouvrière, principalement à travers l'intégration des Trade Unions traditionnels qui divisent le prolétariat. Cette

évolution renforce le pouvoir de la classe capitaliste anglaise et de ses pairs, en leur permettant de négocier les luttes entre le capital et le travail salarié comme un conflit normal entre acheteurs et vendeurs de marchandises. On évacue le côté politique de la lutte syndicale, et l'opportunisme des Trade Unions, surgi de l'intégration de la classe prolétarienne au capital, transforme la lutte des classes en objet de marchandage et en politique de bateleurs.

"C'est pourquoi nous constatons (à partir de 1856 NDR), du côté du patronat, un changement dans les méthodes de guerre employées : de question de force, les conflits avec la classe ouvrière se transforment en objets de négociations, d'entente, de concessions. L'âge d'or de l'industrie rend les concessions aux ouvriers aussi nécessaires dans l'intérêt de la bonne marche des affaires que matériellement aisées (...)

D'autre part, et, sans aucun doute, en rapport étroit avec ce qui précède, nous assistons à des modifications importantes dans le mouvement ouvrier lui-même (...). Après l'échec du chartisme et du mouvement oweniste, la classe ouvrière se détourne du socialisme et se tourne vers des revendications exclusivement quotidiennes. La classe ouvrière (...) s'éparpille complètement en différents syndicats travaillant chacun pour son propre compte. L'émancipation de la classe ouvrière fut remplacée par la confection la plus favorable possible du "contrat de louage", la lutte contre l'ordre existant, par l'effort en vue de s'installer le plus confortablement possible dans ce régime, en un mot, la lutte de classe pour le socialisme fut remplacée par la lutte bourgeoise pour l'existence bourgeoise.

Les trade unions ont obtenu leurs résultats par deux moyens : 1/ par une lutte directe contre le patronat; 2/ par la pression exercée sur le Parlement. Mais, dans un cas comme dans l'autre, elles doivent leur succès précisément au terrain bourgeois sur lequel elles se sont placées (...). Ce n'est que parce que le patronat comme la classe ouvrière étaient placés sur le terrain commun que fut possible l'extension considérable du système des contrats collectifs, des institutions d'entente, des tribunaux d'arbitrage, tels que nous les voyons fonctionner jusque vers 1880. Mais par là, les conflits et les heurts entre le Travail et le Capital se transforment, de luttes de classe en conflits entre acheteurs et vendeurs, comme il s'en produit ordinairement à l'occasion de l'achat et de la vente de toute marchandise.

(...) C'est également le caractère que revêtit le côté politique de la lutte syndicale. Deux points de vue sont caractéristiques dans ce sens. Tout d'abord l'attitude politique propre des trade-unionistes anglais : jusque vers 1885, ils furent - et ils sont encore aujourd'hui dans la majorité des cas - de purs bourgeois, libéraux ou conservateurs. Plus les méthodes et les moyens qu'ils employèrent dans la lutte pour les lois de protection du travail ne furent pas le moins du monde l'agitation populaire, comme en Allemagne et dans les autres pays du continent, mais un système complexe tout particulier en vue d'influencer les parlementaires bourgeois, sans distinction de partis, un marchandage, une politique de couloirs et d'escalier de service, sans aucun caractère de principe ni de classe (...)

(Rosa Luxemburg. Les lunettes anglaises. Leipziger Volkszeitung 9.5.1899)

On assiste, à cette époque, à une transformation du marché mondial, qui reflète l'apparition de nouveaux venus sur la scène impérialiste : principalement les USA et l'Allemagne. L'Angleterre,

qui jusqu'à l'entrée dans le marché mondial de ces nations jouissait commodément des superprofits induits de son monopole exclusif du marché mondial, se voit alors mise en concurrence avec ces jeunes nations capitalistes, qui provoquent une rupture dans la division internationale du travail jusqu'alors totalement favorable à l'Angleterre.

Si jusqu'ici l'Angleterre était le centre des crises de la production moderne, désormais un nouveau marché mondial se met en place et les crises concernent donc une sphère capitaliste qui s'est élargie à d'autres pays. On assiste donc à une tendance dans les diverses aires de production capitaliste à la mise en phase des cycles économiques et à leur insertion au sein d'un même ensemble mondial.

Commentant la crise anglaise ouverte à la fin des années 1870, Marx écrit ceci :

"...la crise industrielle anglaise actuelle ait atteint son paroxysme. Les phénomènes sont cette fois singuliers, à bien des égards différents de ce qu'ils ont été dans le passé, et cela (tout à fait indépendamment d'autres conditions déterminantes) s'explique facilement du fait que jamais auparavant la crise anglaise n'a été précédée par cette autre terrible crise qui dure déjà depuis cinq ans aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, en Allemagne, en Autriche etc."
(Marx à Danielson 10.04.1879)

Cette phase de réorganisation du marché mondial, s'est traduite à l'époque par une période de stagnation prolongée de la croissance économique. Tandis que, de 1839 à 1877, le taux de croissance annuel était d'environ 3%, il tombe à 0,5% durant toute la phase 1877-1883, pour ne se rétablir que très lentement, et encore sans retrouver son niveau antérieur (1,6% pour la période 1883-1891 et 2,4% pour la période 1891-1902).

Par rapport à cet état de choses, Engels écrivait :

"Le fait est qu'elle (la crise NDR) se poursuit toujours, et que toute l'Europe et l'Amérique en souffrent jusqu'à présent. L'absence d'un krach financier en est une cause. Mais la principale c'est assurément la situation totalement modifiée du marché mondial. Depuis 1870, l'Allemagne mais surtout l'Amérique sont devenues les rivales de l'Angleterre pour l'industrie moderne, tandis que la plupart des autres pays européens ont suffisamment développé leurs propres manufactures pour cesser de dépendre de l'Angleterre. La conséquence a été que le phénomène de surproduction s'est étendu à un territoire beaucoup plus important que du temps où il se circonscrivait essentiellement à l'Angleterre, et qu'il a revêtu - jusqu'à présent - un caractère non plus aigu mais chronique. En repoussant ainsi la venue de la tornade qui, auparavant, purifiait l'atmosphère tous les dix ans, cette dépression chronique qui se prolonge doit préparer un krach d'une violence et d'une dimension comme on n'en avait jamais connu."
(Engels à Danielson 13.11.1885).

Cette crise brutale escomptée n'aura finalement pas lieu, le capitalisme anglais la diluant dans une longue période de stagnation (4).

4.2.4.5. A la fin de 1886, on commence à assister à la renaissance de la mobilisation du prolétariat, hors de la structure sclérosée des syndicats traditionnels (Trade Unions), au sein de la masse des chômeurs.

En 1888 éclate une grève, menée par les ouvriers d'une grande fabrique d'allumettes de l'East End de Londres (les quartiers Est, enfer surpeuplé d'ouvriers misérables) grève de non qualifiés ("unskilled") qui déclenche pratiquement le mouvement parmi ces couches du prolétariat, donnant un nouvel élan au mouvement ouvrier en Angleterre. En Avril 1889, la grève des travailleurs du gaz qui forment l'Union Nationale des Travailleurs du Gaz et des ouvriers non qualifiés (National Union of Gasworkers and General Labourers)", catalysa le mouvement socialiste en Angleterre. (La propagande du socialisme prolétarien est passionnément défendue par l'une des filles de Marx, qui encourage l'organisation des ouvrières, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais). Durant l'été de 1889, a lieu la gigantesque grève des dockers temporaires (la grande majorité d'entre eux était, en hiver, des travailleurs du gaz), qui paralysa pendant près d'un mois le plus grand port capitaliste du monde.

Ces événements jettent à nouveau le prolétariat sur le devant de la scène, ouvrant la possibilité de sa recomposition en tant que classe. Ils secouent, de haut en bas, la structure rétrograde et sclérosée dans laquelle était emprisonné le mouvement prolétarien anglais organisé. En vérité le mouvement prolétarien reprend vie en Angleterre sous la forme d'un mouvement syndical totalement différent des vieux Trade Unions des ouvriers qualifiés : le "nouvel unionisme". Ce dernier était une réaction prolétarienne à la forme fossilisée et opportuniste des Trade Unions. Cette nouvelle forme syndicale qui surgit s'ouvre à un plus grand nombre d'ouvriers des diverses branches du capital au niveau national, appelant à une organisation de tous les syndicats (y compris les Trade Unions) en une seule fédération contre les attaques immédiates du capital. Ce mouvement tendait à favoriser l'organisation de larges masses du prolétariat et permettait son action sur le terrain politique lorsque surgirait le parti ouvrier tant attendu en Angleterre. C'est cette perspective du mouvement qu'Engels, salue de manière vibrante.

"Le mouvement a finalement démarré et c'est un bien. Mais il n'est pas directement socialiste, et ces anglais qui ont le mieux compris notre théorie restent en dehors d'elle : Hyndman parce qu'il est un incurable intrigant et un jaloux; Bax parce qu'il est un esprit livresque. Formellement, le mouvement est à l'heure actuelle un mouvement syndical, mais totalement différent de celui des vieux Trade Unions, des travailleurs qualifiés, l'aristocratie ouvrière.

Les gens se jettent d'eux mêmes en avant avec un esprit tout à fait différent, dirigent de bien plus larges masses dans les combats, secouent la société bien plus profondément, mettent en avant des revendications bien plus avancées : journée de huit heures, fédération générale de toutes les organisations, solidarité complète. Grâce à Tussy (Eleanor Marx) le Syndicat des Gaziers et non qualifiés a formé des branches féminines pour la première fois. Bien plus, les ouvriers eux-mêmes estiment leurs revendications provisoires, même s'ils ne savent pas maintenant pour quel but final ils luttent. Mais cette idée obscure est suffisamment ancrée en eux pour leur faire choisir seulement des socialistes avoués comme leurs leaders. Comme tout le monde ils devront

apprendre à travers leurs propres expériences et les conséquences de leurs propres erreurs. Mais au contraire des vieilles Trade Unions, ils accueillent la moindre suggestion d'une convergence d'intérêts entre le capital et le travail avec dédain et ridiculiser tout cela ne prendra pas longtemps."

(Engels à Sorge 7.12.1889)

4.2.4.6. A partir de 1890 on note une diminution de l'élan du mouvement ouvrier de 1889, surtout du fait du non éclatement de la crise. De plus la petite-bourgeoisie, menacée par une dégradation de sa situation économique et sociale, se désolidarise des luttes de la classe ouvrière, envers qui elle avait manifesté, dans un premier temps sa sympathie. Ce phénomène reflétait le fait que le "Nouvel Unionisme" tendait à quitter le terrain bourgeois, où se posait traditionnellement la forme syndicale en Angleterre, pour le terrain prolétarien. Ceci était d'une extrême importance pour que les ouvriers ne se laissent pas contaminer par la couardise propre à la petite bourgeoisie et assument eux-mêmes leurs desseins. Plus ce mouvement serait décrié par la société bourgeoise, plus il ouvrirait le chemin pour favoriser la réunification de la classe. Mais tant que n'arriverait pas une crise aigue du capital, tout mouvement ouvrier anglais souffrirait du poids des vieilles traditions politiques bourgeoises qui entravaient l'éducation politique indépendante du prolétariat anglais. Et cette possibilité serait ouverte s'il se produisait une crise générale du capital, au niveau international, qui réussirait à briser la gangue révisionniste qui étouffait le mouvement prolétarien international, et notamment son fer de lance, le parti social démocrate allemand.

"Dans un pays avec un tel vieux mouvement politique et syndical il y a toujours une quantité impressionnante de vieux débris traditionnels dont il faut se débarrasser par degrés. Il y a les préjugés des syndicats qualifiés - Mécaniciens, Maçons, Charpentiers, Typographes etc. - qui doivent tous être brisés; les petites mesquineries des métiers particuliers qui s'intensifient entre les mains et dans les têtes des leaders, jusqu'à un point de franche hostilité; il y a les ambitions et les intrigues conflictuelles des leaders : l'un veut aller au Parlement, tout comme tel autre, un troisième veut aller au Conseil de Comté, un quatrième veut organiser un corps général comprenant tous les travailleurs, un cinquième veut lancer un journal, un sixième un club etc. etc. En bref, il y a abondance de fractions. Et parmi celles-ci il y a la Ligue Socialiste (Socialist League) qui méprise tout ce qui n'est pas directement révolutionnaire (ce qui signifie ici en Angleterre la même chose que dans votre pays : tous ceux qui ne se limitent pas à la phrase, tout en ne faisant rien par ailleurs), et la Fédération, qui continue à se comporter comme si tous les autres à part eux étaient des ânes et des maladroits, bien que ce soit précisément grâce à la nouvelle impulsion donnée au mouvement qu'ils aient réussi à regagner une certaine influence. En bref, quiconque se contente de regarder à la surface des choses dirait qu'il n'y a que confusion et querelles personnelles. Mais sous la surface le mouvement continue, embrasse même de plus larges couches et jusque parmi les couches les plus basses jusque-là immobiles. Le jour n'est pas si loin où cette masse se retrouvera soudainement quand il se fera jour dans son esprit qu'elle est elle-même cette masse colossale en mouvement; et lorsque

ce jour viendra, on en aura vite fini avec toutes ces friponneries et chamailleries."(Engels à Sorge 19/04/1890)
Autrement dit, et nous y reviendrons, Engels mise sur le mouvement spontané de la classe ouvrière pour balayer tout ce qu'il y a de sectaire et de sclérosé dans le mouvement socialiste officiel.

Comme nous pouvons le voir à travers les épisodes évoqués sur les syndicats, on constate que, bien que le mouvement ouvrier anglais organisé dans les syndicats fasse preuve de corporatisme, bien que les syndicats finissent par se placer à la remorque du parti libéral avec pour conséquence que le mouvement ouvrier en devienne l'extrême gauche, bien que dans les années 1840 les syndicats aient renoncé à appuyer de manière décisive le chartisme, Marx et Engels, pour leur part ne renoncèrent jamais à prôner la nécessité pour le parti de classe d'influencer et de diriger les syndicats.

4.2.3. VERS LA CONSTITUTION DU PARTI OUVRIER.

4.2.3.1. Depuis le chartisme, le prolétariat anglais n'a plus occupé le terrain politique. La revendication de la Charte du Peuple a constitué le seul programme politique jamais revendiqué par le prolétariat britannique. Encore ne s'agissait-il que d'un programme visant à la conquête du pouvoir politique, sans préciser le contenu social que devrait revêtir le pouvoir prolétarien. Paradoxalement, dans le pays qui est le berceau de la lutte des classes, entre 1840 et les années 1880 le prolétariat n'exprime plus aucun programme politique et social. Toute l'activité du prolétariat durant cette phase s'effectue selon la séparation suivante : pour autant qu'il s'exprime sur le plan politique, le prolétariat anglais ne parvient pas à être autre chose que l'aile gauche du parti libéral (bourgeois), et pour autant qu'il s'exprime sur un terrain de classe, il ne parvient pas à sortir de la forme purement syndicale corporatiste (Trade Unions).

A partir du début des années 1880 se manifeste une tendance relative à la constitution du parti de classe. Cependant, comme nous le verrons dans les pages qui suivent, et au cours des chapitres ultérieurs, le dégagement d'un authentique parti ouvrier en Angleterre capable d'absorber le programme communiste ne sera pas assez puissant pour empêcher le prolétariat anglais de sombrer dans le réformisme. Le fait que les organisations politiques restent à l'état de sectes, la non-jonction avec le mouvement de nouveau syndicalisme, l'influence anarchiste et l'offensive réformiste incarnée par les fabiens, tous ces facteurs empêchent le prolétariat anglais de saisir l'opportunité d'un véritable mouvement révolutionnaire lorsque l'occasion s'en manifeste (1912, 1917-19, 1926).

4.2.3.2. L'un des éléments du réformisme du prolétariat anglais (mais un des éléments seulement, sur lequel le léninisme aura tendance à trop insister et à s'aveugler) est que le prolétariat britannique a la particularité d'appartenir à la nation qui domine le marché mondial, et participe en quelque sorte, à cette situation.

Or, pour l'Angleterre, le terrain de la domination coloniale commence à sa porte, à l'Irlande, dont l'émancipation deviendra une question brûlante pour le mouvement ouvrier anglais, empêchant le prolétariat d'avoir une politique de classe autonome tant que la question de l'indépendance irlandaise ne sera pas résolue (3). Nous ne traiterons pas ici en détail de la question coloniale, rappelons simplement que, pour Lénine, celle-ci demeurera encore ouverte,

concernant l'Irlande, en 1916.

Le conseil général de l'AIT se consacra toujours beaucoup à l'Irlande, essayant de faire comprendre à la classe ouvrière anglaise l'importance d'avoir une position ferme sur cette question, dans le propre intérêt de son émancipation en tant que classe et, du point de vue global, dans l'intérêt du prolétariat mondial.

"Après m'être occupé des années durant de la question irlandaise, je suis parvenu à la conclusion que le coup décisif contre les classes dirigeantes en Angleterre (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier dans le monde entier) doit être porté non pas en Angleterre mais uniquement en Irlande (...)

L'Angleterre, métropole du capital, jusqu'à présent puissance dominante sur le marché mondial, est pour l'instant le pays le plus important pour la révolution ouvrière, et, de surcroît, l'unique pays où les conditions matérielles de cette révolution sont relativement mûres. Précipiter la révolution sociale en Angleterre est donc l'objectif principal de l'Association Internationale des Travailleurs. Le seul moyen de la précipiter, c'est de rendre l'Irlande indépendante. D'où la tâche de l'Internationale : mettre partout au premier plan le conflit qui oppose l'Angleterre et l'Irlande, prendre en tous lieux ouvertement parti pour l'Irlande. La tâche spéciale du Conseil Central à Londres : éveiller la classe ouvrière anglaise à la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question de justice abstraite ou de sentiments humanitaires mais au contraire la première condition de sa propre émancipation sociale."

(Marx à S. Meyer et A. Vogt 9.4.1870)

La défaite du mouvement ouvrier international - défaite de la Commune de Paris et à sa suite, de l'AIT - permet la continuité de l'approfondissement de la phase de soumission réelle du travail au capital et scelle l'involution politique du prolétariat en Angleterre, en l'empêchant, entre autres choses, de prendre position de manière décidée en faveur de l'Irlande. Elle laisse la classe ouvrière chaque fois plus démoralisée et plus dépendante de la politique de la bourgeoisie. La direction de sa fraction organisée est tombée entièrement entre les mains de chefs qui viennent des Trade Unions traditionnels, qui contrôlent le mouvement syndical, empêchant toute tentative d'action politique indépendante de la classe ouvrière par rapport à celle menée par les Trade Unions; en somme, empêchant la constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique distinct.

Toute la mobilisation des ouvriers est concentrée sur les grèves pour des augmentations de salaire et la réduction de la journée de travail, grèves organisées non comme moyen de propagande et d'organisation du prolétariat, mais comme des fins en soi. Le prolétariat reste donc complètement à la merci des classes dominantes, du jeu politique de la société bourgeoise.

" Les Trade Unions écartent même toute action politique dans leurs principes et dans leurs statuts, et par là-même s'interdisent aussi toute participation à l'activité générale de la classe ouvrière en tant que classe. Les ouvriers sont divisés politiquement en conservateurs et libéraux radicaux, en supporters du cabinet Disraeli (Beaconsfield) et en

supporters du cabinet Gladstone. On ne peut ici parler d'un mouvement ouvrier spécifique que parce qu'il existe des grèves qui, qu'elles soient ou non gagnées, n'amènent pas le mouvement à franchir une nouvelle étape (...). Il ne faut pas essayer de se cacher le fait qu'à l'heure actuelle il n'existe pas ici de réel mouvement ouvrier au sens où il existe sur le continent."
(Engels à Bernstein 17.06.1879)

Le mouvement ouvrier qui existe "sur le continent" dont parle ici Engels, est sans conteste, le mouvement ouvrier allemand. C'est donc ici l'organisation de la social-démocratie allemande, avec son parti ouvrier structuré, sa discipline de lutte, qui est posée en modèle.

La conséquence en est que le prolétariat anglais, pourtant une des classes les plus structurées du monde capitaliste à l'époque, remet entièrement son destin politique entre les mains de ses oppresseurs. Alors que, même sur la base du "household suffrage", il aurait pu envoyer 40 à 50 de ses représentants directs au Parlement, il ne se dote d'aucune expression autonome qui aurait pu lui permettre d'exister sur le plan politique, comme le prolétariat allemand à travers le parti social-démocrate et son activité parlementaire.

4.2.3.3. En empêchant que le prolétariat se constitue en classe et s'oppose aux classes dominantes, qu'il exerce une "pression de l'extérieur" (l'agitation politique par excellence de l'histoire du mouvement ouvrier anglais - cf. CouC N°18 -) sur les classes dominantes, l'opportunisme des Trade Unions empêchait le prolétariat anglais de développer son éducation politique et son organisation indépendante. En somme, il empêchait la formation du parti ouvrier en Angleterre. En Angleterre, l'unique parti qui réellement pouvait mener en avant la lutte pour la démocratie, ne pouvait être, à la suite de tout le développement de la lutte des classes dans ce pays, que le parti ouvrier. Les quelques éléments des classes bourgeoises qui se voulaient des démocrates conséquents ne pouvaient exister indépendamment de ce parti. En ce qui concerne l'attitude correcte des communistes par rapport à ces derniers, une fois constitué le parti de classe, il s'agissait de conditionner leur adhésion à leur soumission intégrale au contenu prolétarien du parti, distinct depuis 1842 des autres partis de la société bourgeoise anglaise.

"Bien plus, en Angleterre un véritable parti démocrate est impossible à moins d'être un parti ouvrier. Des membres éclairés des autres classes (qui ne sont pas si nombreux que l'on voudrait nous faire croire) pourraient rejoindre ce parti et même le représenter au Parlement après avoir donné des gages de leur sincérité. En Allemagne, par exemple, les représentants des ouvriers ne sont pas dans tous les cas des ouvriers. Mais aucun parti démocratique en Angleterre, ni ailleurs, ne rencontrera un succès effectif, s'il n'a pas un caractère ouvrier distinct. Abandonnez cela, et vous n'avez que des sectes et des simulacres."
(Engels. Un parti ouvrier. Labour Standard 23.07.1881)

Ainsi, la démarche préalable à toute dynamique révolutionnaire du prolétariat britannique, même si pour cela il fallait emprunter pendant un temps les chemins de la démocratie parlementaire, était la constitution d'un parti ouvrier. C'était là la garantie pour ne pas abandonner totalement le souci de l'émancipation sociale du prolétariat entre les mains de rêveurs radicaux ou de politiciens professionnels plus ou moins issus des classes dominantes.

4.2.3.4. Parmi eux apparaît, avec un discours "marxiste", Hyndman, prospère commerçant tory, qui fonde en 1881 la Democratic Federation (Fédération Démocratique). Sa base s'appuyait sur les clubs radicaux de Londres, clubs formés par quelques hommes cultivés qui désiraient des réformes sociales, et une poignée d'opportunistes. Hyndman imprimait à la Fédération Démocratique une ligne socialiste d'inspiration "marxiste".

Mais en l'absence d'un mouvement ouvrier réel en Angleterre qui amènerait le prolétariat à se mobiliser comme classe, créant les conditions qui lui permettraient de se lier rapidement à son programme, il ne restait à la Democratic Federation qu'un rôle de secte. Secte qui tentait, de l'extérieur, d'imposer sa théorie de manière dogmatique, au lieu d'essayer de se préparer à diriger le mouvement de la classe lorsque celui-ci surgirait spontanément. Secte qui se maintenait hors de tout mouvement qui n'accepterait pas, comme condition préalable, la théorie comme un dogme hors duquel il n'y aurait point de salut.

"Le Manifeste de la Federation Démocratique de Londres a été édité par environ vingt ou trente petites associations, qui sous différents noms (mais toujours les mêmes gens) durant les vingt dernières années au moins, essayé de manière répétée, et toujours sans le moindre succès, de se rendre importants. La seule chose importante est que désormais ils sont ouvertement obligés de proclamer notre théorie comme la leur propre, tandis que pendant la période de l'Internationale elle leur semblait imposée du dehors, et que récemment un groupe de jeunes gens issus de la bourgeoisie sont apparus sur la scène et, - à la honte des travailleurs anglais, il faut bien le dire -, ils comprennent les choses mieux et de manière plus enthousiaste que les ouvriers eux-mêmes. Car même dans la Fédération démocratique, les ouvriers pour la plupart, acceptent le nouveau programme seulement à contre-cœur et comme une question de pure forme. Le leader de la Fédération démocratique, Hyndman, est un archi-conservateur et un chauvin notoire mais pas un stupide carriériste; il s'est comporté plutôt mesquinement vis-à-vis de Marx (auprès de qui il avait été introduit par Rudolf Meyer) et c'est pour cela que nous l'avons laissé tomber personnellement. Ne vous laissez en aucun cas tromper par l'idée qu'il y'a un mouvement réellement prolétarien derrière tout cela. Je sais que Liebknecht essaye de s'illusionner lui-même et le reste du monde avec à ce propos, mais ce n'est pas le cas. Le côté actif peut devenir important maintenant qu'ils ont accepté notre programme théorique et acquis ainsi une base, mais seulement si un mouvement spontané éclate ici parmi les ouvriers et qu'ils parviennent à le contrôler. Jusque-là ils resteront des esprits individuels, avec derrière eux un salmigondis de sectes confuses, de restes du grand mouvement des années 1840 et rien d'autre."
(Engels à Bebel 30.08.1883)

Il importe ici de s'arrêter sur les quelques lignes de la citation qui précède. En effet, à un siècle de distance, on croirait voir la situation qui prévaut aujourd'hui dans le milieu révolutionnaire, à encore plus petite échelle toutefois. Résumons : le programme communiste est incarné plus par des sectes petites-bourgeoises que par

un authentique parti ouvrier, et celles-ci ressassent des thèmes révolutionnaires sans forcément les avoir compris, mais en même temps contribuent à les diffuser. Si quelque chose doit en sortir, cela ne viendra pas de ces groupes en soi, mais d'un mouvement spontané de la classe qui sera à même, à la fois d'absorber le réel contenu révolutionnaire diffusé par ces groupes, et de les balayer dans leur forme actuelle.

A cette époque, Engels lutte donc pour que le parti historique ait la forme d'expression la plus haute possible, mais en même temps il est capable de reconnaître dans la réalité, les éléments matériels qui permettront au prolétariat de se recomposer comme classe sur la base de son programme historique. Que celui-ci soit momentanément représenté, de manière plutôt erronée, par des sectes sans influence sur la classe, ne constitue qu'un épisode, un moment dialectique, du grand mouvement de constitution de la classe en parti.

Cette analyse d'Engels montre, à l'opposé du purisme éthéré qui caractérise par exemple les sectateurs "bordiguistes" de la Gauche Communiste d'Italie, combien les communistes sont capables d'intégrer à leurs analyses les vicissitudes du mouvement réel. On voit donc notamment que le parti naît d'un long et douloureux enfantement et non de l'incarnation soudaine du programme conçu comme une idée et jusqu'à contempler par quelques initiés qui se revendiquent de la mystique de parti.

C'est bien cet effort, caractéristique de la dialectique matérialiste, et qui consiste à confronter la théorie aux faits, que le mouvement révolutionnaire actuel, dans sa grande majorité, est incapable de fournir. Il préfère mettre en avant des dogmes, dont l'abstraction est telle qu'ils lui permettent de rejeter comme nulles et non avenues toutes les expressions authentiques du mouvement prolétarien. Ce n'est pas le moindre paradoxe de voir que de tels points de vue s'accompagnent le plus souvent d'un activisme forcené.

Le parti ne se tient pas en retrait du mouvement en développant des théories bien "proprettées", bien sectaires, qui justifient la passivité, mais se bat pour influencer le mouvement.

4.2.3.5. En 1883, la Democratic Federation devient la Social Democratic Federation (SDF- Fédération Sociale démocrate), avec pour modèle le parti social-démocrate allemand. La SDF réussit à réunir divers hommes éclairés, attirés par les idées socialistes. Mais, pour les mêmes motifs que la Democratic Federation, si la SDF ne changeait pas sa vision dogmatique, ne reconnaissait pas qu'il n'existait pas de mouvement prolétarien réel en Angleterre et que son attitude devrait être celle de la préparation révolutionnaire pour le mouvement à venir, elle serait condamnée à n'être rien d'autre qu'une secte qui ne contribuerait en rien, quand viendrait le moment, à une réunification de la classe.

A la fin de 1884, à partir d'une scission basée sur l'opposition à l'emprise personnelle de Hyndman - et non pas sur des questions de principes- la moitié des dirigeants de la SDF fonde la Socialist League -SL Ligue Socialiste, dont le chef est William Morris. Mais, si la SL était une tentative de la part des communistes de créer un véritable groupe socialiste (Engels encouragea vraisemblablement la scission et la fille de Marx y joua un rôle actif), elle incluait également des éléments anarchistes. En fait la SL ne réussit pas à se lier aux masses. Elle développa un anti-parlementarisme de principe et finit par s'émietter complètement sous

le coup des départs et des scissions.

4.2.3.6. Face à ces faibles efforts pour parvenir à faire exister un parti ouvrier, se dresse une tentative ouvertement réformiste d'organiser le prolétariat. Le 4 Janvier 1884 fut fondée la "Fabian Society" - (Société Fabienne), une organisation qui regroupait, dans sa plus grande majorité, des intellectuels bourgeois radicaux, et faisait la propagande pour un socialisme de réformes graduelles, au niveau municipal, opposé à toute forme d'action politique autonome du prolétariat. Sur le plan théorique, la Fabian Society contribua de manière décisive à lancer le révisionnisme (qui finirait par imprégner le mouvement socialiste international, surtout le pôle politique du prolétariat international : l'Allemagne). Contre l'aggravation des conditions de vie du prolétariat due aux progrès du MPC, les fabiens théorisaient une réforme sociale qui devait être appliquée... au niveau municipal. Jamais elle ne la proposa au niveau national, par crainte de déclencher une révolution sociale. Une réforme qui serait atteinte non par le développement de la lutte des classes, mais graduellement par des réformes progressives, localistes, à l'intérieur de la légalité du strict cadre constitutionnel, sans convulsions politiques et appuyée sur un déterminisme fataliste : le socialisme (municipal !) correspondant naturellement à l'objectif final de l'évolution de la société humaine.

Cette attitude théorique fut accomplie pragmatiquement sur le plan politique. Sa tactique fut la filiation au Parti Libéral, (tactique de pénétration, dite "permeation" en anglais) réalisant ainsi la tactique possibiliste de conquête du pouvoir par l'intérieur. Dans ce cas cela signifiait amener les libéraux sur le terrain des idéaux fabiens en amenant progressivement l'idéologie fabienne à s'emparer du pouvoir à travers la conquête de ses alliés naturels : les politiciens du Parti Libéral. La SF tentait par conséquent de renforcer, et pire, de fournir une justification théorique, au suivisme du prolétariat par rapport à la bourgeoisie libérale, en lui niant sa condition de classe distincte des autres classes de la société capitaliste. Malgré la faiblesse et l'opportunisme de la SDF comme de la Socialist League, la Fabian Society fut une réaction de la part de la bourgeoisie libérale, à ces tentatives de constitution de partis ouvriers.

En fait les fabiens rentrent tout à fait dans le cadre de ce que Marx a caractérisé, dans le "Manifeste du Parti communiste", comme "Socialisme conservateur ou bourgeois".

L'existence du parti fabien, qui essaie de faire pièce aux - modestes - tentatives du prolétariat pour constituer un parti "distinct et autonome, opposé aux partis bourgeois", montre que, bien avant 1914, le parti du prolétariat devait prendre en compte l'existence de forces bourgeoises qui prétendaient organiser directement la classe ouvrière, dans le cadre de "partis ouvriers bourgeois" comme disait Engels.

" Les Fabiens sont une bande de carriéristes ici à Londres, qui sont suffisamment intelligents pour avoir compris l'inévitabilité de la révolution sociale, mais qui ne confieraient pas cette gigantesque tâche au seul et unique prolétariat et sont donc assez gentils pour se mettre eux-mêmes à sa tête. La crainte de la révolution est leur principe fondamental. Ce sont des "éduqués" par excellence. Leur socialisme est un socialisme municipal; ce n'est pas la nation, mais la municipalité qui doit devenir propriétaire

des moyens de production. Leur socialisme est ainsi présenté comme une conséquence extrême mais inévitable du libéralisme bourgeois; d'où leur tactique de ne pas combattre résolument les libéraux des adversaires mais de les pousser vers des conclusions socialistes en intriguant avec eux, de ne pas présenter de candidats socialistes devant les libéraux, mais de les attacher aux libéraux, de faire pression sur eux. Qu'au cours de ce processus, ils soient eux-mêmes trompés ou déçus ou que le socialisme se trouve trahi, cela bien sûr ils ne le réalisent pas.

A force de labeur ils ont produit, parmi toutes sortes de déchets quelques bons écrits de propagande tout de même, en fait le meilleur de ce que les Anglais ont produit dans ce genre. Mais dès qu'ils en viennent à leur tactique propre d'étouffement de la lutte de classes, tout cela tourne à la pourriture. D'où aussi leur fanatique haine de Marx et de nous tous - à cause de la lutte des classes."
(Engels à Sorge. 18.01.1893)

4.2.3.7. L'épisode anglais vient confirmer la tactique générale suivie par le communisme dans les années 1872-1889. Il s'agit de créer les conditions pour la constitution de partis ouvriers, au sein desquels on essaiera, au moyen de la lutte la plus acharnée contre l'anarchisme, le réformisme, le socialisme petit-bourgeois, de faire triompher le programme communiste.

Cependant, jusqu'en 1893, le prolétariat anglais se révéla incapable d'accomplir même la première partie de cet objectif. Et encore le "Labour Party" créé en 1893 s'appelait "Independant" pour ne pas s'appeler "Socialiste". Ce manque de parti ouvrier empêcha le prolétariat de la première puissance capitaliste mondiale de saisir la moindre opportunité de se renforcer face au capital.

Les seules expressions socialistes ne comprenaient absolument pas la dialectique qui leur aurait permis de se lier à la classe et restaient des sectes. Pour cette raison même, le programme qu'elles défendaient ne pouvait pas être le programme communiste authentique, mais seulement une version dogmatique, éthérée et sectaire de celui-ci. Dialectiquement, ce programme ne pouvait avoir aucune chance d'attirer la classe ouvrière lorsqu'elle se mettait en mouvement, d'où le fait qu'elle se révéla souvent incapable de dépasser le niveau purement syndical de la lutte. Et quand elle le fit, elle ne trouvait pas en face d'elle un parti capable de recueillir son potentiel révolutionnaire et de l'organiser pour la diriger dans la lutte.

En fait, l'exemple anglais fournit à nouveau a contrario une confirmation des thèses du communisme révolutionnaire : à un prolétariat nombreux, puissant, structuré, formé à la discipline de la lutte par l'intermédiaire des syndicats, capable de grandes luttes de classes, il manquait un parti ouvrier organisé, constitué sur la base du programme communiste, capable de parler un langage révolutionnaire hardi, et sachant manier l'art de la prévision.

Du chartisme au Labour Party en fait, le prolétariat britannique a oscillé d'une situation où il jetait toutes ses forces dans la lutte politique sans savoir se lier aux forces syndicales (chartisme), à une situation où tout le renouveau de la classe s'effectue par le biais de la critique des vieux syndicats, sans savoir s'organiser politiquement. De leur côté, les éléments socialistes, par esprit de secte et incompréhension de la dialectique révolutionnaire, furent

incapables de faire leur jonction avec les forces authentiquement révolutionnaires du prolétariat. Cette incompréhension réciproque durera très tardivement et, conjointement avec les erreurs d'évaluation de l'IC, pèsera d'un poids très lourd sur la constitution d'un parti révolutionnaire dans les années cruciales de la vague révolutionnaire de 1917-27.

oOo

NOTES

(1) A une autre occasion, nous aurons l'opportunité de développer l'étude du passage des syndicats basés sur le métier à ceux basés sur l'industrie. Ces derniers trouvent dans les "AMALGAMATED ENGINEERS", surgi dans les années 1840, leur expression initiale. Ce syndicat va même, après 1842, servir de modèle d'organisation des ouvriers industriels. De toutes les façons, pas même les syndicats du type "Amalgamated Engineers" dans la période qui précède la création des syndicats de non qualifiés (unskilled) (1889) n'abandonnent les statuts et méthodes corporatives, ce qui met obstacle à l'union de grandes masses ouvrières.

(2) Jusqu'aux années 1860, on ne pouvait pas dire qu'il y ait eu une directive nationale des syndicats (...) Mais la formation du Conseil des métiers de Londres en 1860, semble placer les choses sur un autre plan. Bien que Londres ne représentât qu'une partie du pays, on y trouvait déjà de nombreuses unions, et c'était le quartier général d'un certain nombre d'unions nationales. Les secrétaires à plein temps de ces dernières, formaient un groupe qui domina le Conseil des métiers à ses débuts, et qui pouvaient prétendre représenter, en partie au moins, le sentiment national." (Pelling. Le syndicalisme britannique p.64)

(3) L'analyse du mouvement du prolétariat et de la question nationale irlandaise sera réalisé dans l'étude "Le mouvement prolétarien dans les autres aires : les révolutions anti-coloniales", cf. plan de travail exposé dans l'introduction au n°11 de CouC en langue française (1981)

(4)"Cela fait maintenant huit ans que dure la pression de la surproduction sur les marchés et au lieu de s'améliorer la situation s'aggrave. Il n'y a plus de doute que la situation a changé par rapport à ce qu'elle était auparavant; même depuis que l'Angleterre a connu d'importants rivaux sur le marché mondial, la période des crises, dans le sens connu jusqu'à présent, est terminée. Si les crises deviennent chroniques au lieu d'aigues, et en même temps ne perdent rien en intensité, que se passera-t-il ? Une période de prospérité, même courte, doit après tout revenir de temps en temps, quand les marchandises accumulées ont été absorbées; mais je suis curieux de voir comment tout ceci va prendre place. Malgré tout, deux choses sont certaines : nous sommes entrés dans une période

incomparablement plus dangereuse pour l'existence de la vieille société que la période des crises décennales; et deuxièmement, lorsque la prospérité reviendra, l'Angleterre sera bien moins affectée par elle qu'auparavant, quand elle seule écumait la crème du marché mondial. Le jour où cela sera clair ici, le mouvement socialiste commencera sérieusement; pas avant."
(Engels à Bebel. 20/23-01-1886)